



## Déclaration liminaire de la CGT Éduc'Action 06 CSA-SD du 25 mars 2024

Mesdames et messieurs, bonjour,

Malgré l'opposition quasi unanime des personnels au « choc des savoirs », le premier ministre ne change rien à sa politique, nous ne changerons donc pas grand-chose à notre déclaration du CDEN :

Ce CSA-SD a pour but essentiel de préparer la rentrée 2024, rentrée du « choc des savoirs ». Cette expression n'est pas sans rappeler le slogan de Paris-Match dans les années 60 : « le poids des mots, le choc des photos », et ça n'est peut-être pas anodin. En effet, on est finalement uniquement dans la communication, la recherche du scoop à tout prix, et dans le fond, l'efficacité des mesures annoncées est secondaire.

C'est donc ça le gouvernement Attal, de la com, encore de la com, et rien que de la com. Sans aucune vision à moyen terme, sans considération pour les agents sur le terrain devant préparer la rentrée, sans réflexion sur l'efficacité, avec un seul mot d'ordre : plutôt faire n'importe quoi que de laisser penser qu'on ne fait rien. Et le tout dans la plus grande confusion !

L'exemple emblématique qui illustre ces propos est les groupes de niveaux. Nous avons là un dispositif qui a fait la preuve de son inefficacité en matière d'élévation générale du niveau et de sa nocivité en matière de mixité sociale et d'accroissement des inégalités. Ces résultats ne sont pas discutables, on ne parle pas de ressenti, mais bien de preuve scientifique. Plus de 50 études, menées sur une période de plus de 20 ans, en France, mais aussi en Belgique, en Angleterre, aux USA, en Nouvelle Zélande et dans plusieurs autres pays de l'OCDE. Parmi elles, une étude menée en France sur un échantillon de 32 000 élèves sur une durée de 2 ans. Il ne subsiste donc plus aucun doute raisonnable. Mettre en place des groupes de niveaux en espérant avoir des résultats sur l'élévation générale du niveau des élèves est donc tout aussi sensé que de mettre une casserole d'eau sur le feu en espérant obtenir des glaçons !

La démarche scientifique et le statut de la preuve scientifique sont également enseignés dans les établissements privés sous contrat, y compris au lycée de la Providence d'Amiens et à l'École Alsacienne. Le président et le premier ministre sont donc tout aussi conscients que nous que cette mesure ne favorisera en rien l'élévation générale du niveau des élèves. La motivation de ce dispositif est donc à chercher ailleurs, et peut-être dans le fait que nos président et premier ministre aient fait leurs scolarités sur les bancs d'écoles privées.

Car ce qui caractérise les établissements privés, c'est avant tout le tri social. Pour s'en rendre bien compte, regardons les IPS (indice de position sociale) des collèges en France pour l'année 2022-2023. Sans tenir compte du privé hors contrat, en France, il y a 23,8 % de collèges privés. Si on regarde les collèges les plus favorisés, avec un IPS est supérieur à 122,4, on y trouve 60 % de collèges privés. Si on regarde les plus défavorisés, avec un IPS est inférieur à 91,6, ils sont seulement 1 %. Pour les lycées, c'est par exemple 147,6 pour l'école alsacienne et 131,8 pour le lycée de la providence. MM. Macron et Attal ont donc grandi entre semblables, et ne savent pas ce que c'est que la mixité sociale. Il ne savent pas ce que c'est et ils ne veulent pas le savoir, car ils n'en veulent pas. Cachez ces pauvres que je ne saurais voir ! Et ils imaginent apparemment que les familles fréquentant les écoles publiques pensent comme eux et, plutôt que de lutter contre les inégalités, ils préfèrent les cacher derrière des uniformes, ou mieux, trier les élèves au sein même des collèges publics en faisant des groupes de niveaux. De leur position, ils ont pourtant les manettes pour lutter contre les inégalités, mais ça n'est pas leur priorité, ce n'est pas pas dans leurs objectifs. Ce prolétariat qu'ils ne veulent pas voir est trop essentiel à la réalisation de leur projet ultralibéral, servant toujours mieux leurs intérêts et ceux de leurs semblables. Voilà un séparatisme contre lequel il nous faut également lutter, et fermement ! La ministre Oudéa-Castéra, lors de son éphémère passage rue de Grenelle, n'aura fait que dire tout haut ce qu'ils pensent tout bas. À leurs

yeux, ça a été là son erreur. Le contenu des propos, ils le partagent entièrement.

Mme Belloubet semble pour le moment moins sur cette position. D'ailleurs les groupes de niveaux ne semblent pas l'emballer. Elle ne prononce jamais le mot « niveau » et annonce de la souplesse dans l'organisation de ce dispositif à la rentrée. Elle l'annonce le jeudi, se fait recadrer le vendredi par le premier ministre. Elle aura au final juste réussi à ce que le mot « niveau » ne soit pas dans le texte définitif. Encore une fois, on ne sait plus où se trouve notre ministère, rue de Grenelle ou à Matignon. Cacophonie qui fait que, comme souvent maintenant, la rentrée a été préparée dans les collèges en tentant d'appliquer des textes qui n'existaient pas encore.

Mais ne nous faites pas dire que ce que nous voulons c'est le statu quo. Nous ne pensons pas que l'École va bien et que rien n'est à changer. Cette politique de groupes de niveaux se baserait sur un constat fait lors de l'enquête récente auprès des professeur·es, lors de laquelle la majorité aurait signalé que l'hétérogénéité est difficile à gérer. Sans redire ce que nous pensons de ce fameux questionnaire et de ses réponses fermées et orientées, nous faisons un constat similaire : l'hétérogénéité est difficile à gérer ... dans des classes surchargées. Vous l'avez compris, nous l'affirmons, le problème vient bien plus des classes surchargées que de l'hétérogénéité. Et ça aussi, les dernières études scientifiques, débarrassées des biais statistiques de celles sur lesquelles s'appuyait Luc Chatel en 2010 pour affirmer le contraire, le montrent clairement. Il y a un effet significativement positif à la réduction des effectifs des classes sur les résultats des élèves.

Nous concluons donc cette déclaration par rappeler que la France est en toute fin du classement des pays de l'OCDE en matière de nombre moyen d'élèves par classe, en avant dernière position. Réalisons un instant que les enfants polonais sont 6 de moins par classe en primaire, les lituanien·nes 8 de moins ! Et lorsqu'au bilan international que je viens de rappeler on ajoute le classement national, c'est-à-dire le fait que les Alpes-Maritimes sont le dernier des départements métropolitains, on a dit l'essentiel sur les conditions de travail des personnels de l'EN dans ce département, et rappelons que les conditions de travail des profs, c'est aussi les conditions d'étude des élèves. Finalement, dans ces conditions, notre classement PISA est plutôt honorable. Ce dont l'École a besoin, c'est de créations massives de postes. Toutes les composantes du « choc des savoirs » ne sont que des effets d'annonces, de la recherche de scoop, consommatrices d'énergie pour les équipes sur le terrain, une nouvelle fois source de dégradations des conditions de travail et sans effet sur le niveau général des élèves. La CGT Educ'Action demande le retrait pur et simple du « choc des savoirs » et la mise en place d'une politique qui fasse réellement de l'éducation la priorité de ce pays, avec des moyens à la hauteur des ambitions affichées par le gouvernement.

Merci.